

# Dans l'est de la RDC, les soldats perdus du Soudan du Sud

Bloqués loin de Juba, les hommes de Riek Machar ruminent leur défaite

## REPORTAGE

GOMA (RDC) - envoyé spécial

Entre une colline verdoyante dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) et une base militaire de casques bleus indiens, des combattants sud-soudanais s'impatientent. « Nous n'avons pas perdu la guerre. On veut continuer à se battre sur le plan politique ou militaire, assure Wang Chany Thian, brigadier général du Mouvement populaire de libération du Soudan en opposition (MPLS/IO). Mais, ici, on se sent un peu en prison. » Son autorité militaire reste intacte. Avec son supérieur, le général Dhilling Keah, la discipline et l'ordre règnent dans ce petit camp de Munigi, quelques kilomètres au nord de Goma, la capitale du Nord-Kivu, érigé dans l'urgence et en toute discrétion par les Nations unies début août 2016. Pour combien de temps ?

A la sortie de Goma, au bord d'une piste poussiéreuse, 520 hommes se réchauffent avec du thé chaud, frigorifiés par le climat montagneux. Emmittouffés dans des blousons trop courts, le front scarifié pour certains, des blessures apparentes pour d'autres, ces guerriers sud-soudanais ont échoué là, loin de leur champ de bataille, sans armes et sans leur commandant suprême.

Ce sont les soldats perdus de Riek Machar, l'ancien vice-président du Soudan du Sud, chef de guerre et du MPLS/IO. Ces combattants bien entraînés, et pour certains suspectés de crimes de masse, ont quitté leur fournaise du Soudan du Sud sous les balles et les bombes. La guerre qu'ils menaient contre le président Salva Kiir, un ancien allié au temps de la guerre pour l'indépendance contre le Nord, s'était brièvement apaisée après l'accord

**« La population ne veut pas d'eux. A tout moment, ça peut éclater. Ils créent la psychose »**

JEAN-CLAUDE

MAMBO KAWAYO

représentant de la société civile de Nyiragongo

de paix signé entre les deux hommes en août 2015, à Addis-Abeba. Moins d'un an plus tard, les tensions avaient de nouveau explosé sur fond d'assassinats ciblés et de rivalités politico-ethniques.

Les morts se comptent à nouveau par dizaines de milliers dans le plus jeune Etat de la planète, créé en 2011. « Le 8 juillet 2016, Riek Machar se trouvait dans le bureau de Salva Kiir. Nous étions avec nos hommes. Dehors, une ambulance est passée. On a compris qu'elle donnait le feu vert aux combats. Ils se sont intensifiés les jours suivants », se souviennent les gradés du MPLS/IO.

### Sous les bombes

Face aux troupes gouvernementales de Salva Kiir équipées d'hélicoptères, les soldats du MPLS/IO quittent la capitale Juba. Une odyssée de quarante jours et 400 km à pied, en direction de la savane et des forêts du Congo infestées de groupes armés. Il y a près de 600 hommes. Moins de la moitié est armée. Ils se replient avec Riek Machar, guidés, sous le feu ennemi, par Clément et Juma, deux grands gaillards sud-soudanais originaires de la province frontalière qui connaissent bien les sentiers de cette partie du Congo où ils ont autrefois cherché de l'or, illégalement.

Une cinquantaine d'hommes périssent sous les balles, noyés dans les rivières, intoxiqués par des racines vénéneuses, succombant aux morsures de serpent.

Au cours du voyage, Riek Machar est touché. « Je vais mourir », dit-il à l'un de ses contacts en Occident depuis son téléphone satellite. Blessé, il survit alors en se nourrissant de feuilles et de racines dans la forêt du parc national de la Garamba.

L'arrivée des guerriers sud-soudanais dans cette région frontalière du Congo est perçue comme un risque sécuritaire. C'est sans doute ce qui a poussé David Gressly, le représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'ONU en RDC, à agir. Il connaît personnellement Riek Machar, vieux guerrier de 64 ans. Une exfiltration discrète est organisée. Le 17 août 2016, l'ancien vice-président du Soudan du Sud, son épouse et sa garde rapprochée sont évacués par la mission de l'ONU au Congo (Monusco). « Il avait pour deux ou trois jours encore à vivre », se souvient un haut responsable de l'ONU. L'Ethiopie, qui l'a soutenu et hébergé, lui a cette fois refusé l'asile. Après une étape à Kinshasa, le couple atterrit en Afrique du Sud, où il se trouve toujours, effectuant quelques allers-retours à Khartoum, au Soudan.

Le reste des troupes est désarmé puis exfiltré par hélicoptère entre le 24 août et le 12 septembre à la lisière du parc national de la Garamba, à Dungu, et à Goma, 1 000 km au sud.

Cette installation ne va pas de soi. « La Monusco les a amenés secrètement. Quand on l'a découvert, ils nous ont envoyés balader. Or la population ne veut pas de ces Sud-Soudanais. A tout moment, ça peut éclater. Ils font peur et créent la psychose », s'emporte Jean-Claude Mambo Kawayo, qui représente la société civile du territoire de Nyiragongo, où se trouve Munigi. De fait, des manifestations ont eu lieu ces derniers mois, y compris contre la mission des Nations unies.

Après les réfugiés et miliciens

rwandais, burundais et ougandais, les populations locales, traumatisées par vingt ans de conflits, redoutent ces « guerriers très noirs, grands et costauds ».

Munigi est une zone grise du droit international. Les combattants sud-soudanais ne sont ni réfugiés, ni déplacés, ni totalement démobilisés. On les soupçonne d'avoir caché des armes non loin de la frontière. Pris en charge par la Monusco, les soldats de la MPLS/IO ont promis de ne pas quitter le site. Sauf que les casques bleus n'ont pas de mandat d'internement. Alors la Monusco flirte avec la ligne rouge du droit international.

« Ils n'ont pas exprimé leur volonté d'arrêter de combattre. Comment identifier les civils parmi eux? », interroge un juriste à

Goma. « Il n'y a pas d'issue légale pour l'instant. On est dans le flou le plus total », ajoute-t-il.

#### Ultimatum à l'ONU

Sous pression du gouvernement mais aussi du siège de l'ONU à New York, la Monusco se retrouve dans l'impasse. Le ministre de la défense congolais avait lancé un premier ultimatum à l'ONU, exigeant le renvoi des Sud-Soudanais d'ici au 10 octobre. Mais nul ne veut de ces combattants. Le diplomate algérien Smail Chergui, commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, a tenté en vain de convaincre des pays d'Afrique de l'Est d'en accueillir une poignée.

A Kinshasa, les autorités politiques et sécuritaires instrumentalisent la présence des fantassins

du MPLS/IO. « Ils ont été acceptés pour des raisons humanitaires, dit Kalev Mutond, le patron de l'Agence nationale de renseignement. L'ONU n'a qu'à trouver un autre endroit sur la planète pour les accueillir. Qu'ils partent au plus vite. »

Pour les guerriers de Riek Machar, le monde s'est rétréci : sortir du camp et s'exposer à la vindicte populaire? Rentrer à Juba au risque d'être tué? A Munigi, quelques combattants reprennent des forces avant de retourner au combat. D'autres rêvent de la vie civile. De rejoindre leur famille au Soudan, en Egypte, en Éthiopie ou ailleurs. En attendant, pour la Monusco, leur présence en RDC est une « bombe à retardement ». ■

JOAN TILOUINE

